

INICIATIVA PER OCCITÀNIA

MANIFESTE

(version française)

1. POUR UNE OCCITANIE LIBRE ET EUROPÉENNE

L'Occitanie est notre pays, c'est la terre où nous vivons, c'est une communauté culturelle qui s'est bâtie dans l'histoire autour d'une langue commune: l'**occitan** ou **langue d'oc**.

L'Occitanie est le cadre d'action dans lequel convergent les intérêts de nos régions historiques: **Alpes du Sud, Auvergne, Béarn, Bourbonnais, Gascogne, Guyenne, Dauphiné, Limousin, Languedoc, Monaco, Pays Niçois, Provence, Val d'Aran, Vivarais et Velay**.

L'Occitanie est un espace de relations sociales et économiques qui a connu divers essais d'unité politique dans son histoire: le Royaume Wisigoth; les Trois Pouvoirs toulousain, aquitain et catalan-provençal aux XI^e-XIII^e siècles; l'Union huguenote de 1573 à 1598; la République fédéraliste de 1793; les Communes et la Ligue du Midi en 1870-71...

L'Occitanie est également un espace qui s'est fait avec de nombreux mouvements sociaux et civiques, mêlés à notre culture profondément latine, qui nous rendent fiers de nos libertés de citoyens et de notre goût pour la justice et la convivance.

Nous sommes arrivés au XXI^e siècle à un stade critique pour la survie de l'Occitanie en tant que communauté humaine, à cause des États français, espagnol et italien qui nous mènent à la quasi-assimilation culturelle, en nous imposant un conflit de langues et de cultures.

L'État français, sous forme d'évidence idéologique, se rend coupable d'une politique de destruction culturelle, d'un impérialisme ethnique, qui nous empêche d'accéder librement à notre langue, à notre histoire, à notre auto-connaissance et donc à notre auto-estime.

Les États espagnol et italien octroient une protection linguistique à notre langue occitane mais dans des proportions insuffisantes.

Cette injustice est liée à une dénégation de nos réalités sociales et historiques et à l'incapacité –surtout française– de penser un fonctionnement de type fédératif (en Occitanie, dans l'Hexagone, ainsi qu'en Europe et autrefois dans les colonies).

Face à cette situation, le laboratoire politique, culturel et social **Iniciativa per Occitània** a pour but d'avancer, par sa réflexion et son action, vers l'émancipation de l'Occitanie. Nous défendons le droit inaliénable de notre peuple à disposer de lui-même et à se constituer en nation indépendante.

L'indépendance de l'Occitanie devient une nécessité pratique: c'est la seule voie qui garantit notre survie culturelle et notre **égalité** avec les autres peuples et les autres cultures. C'est une solution civique que nous proposons démocratiquement à tous les citoyens d'Occitanie.

Nous cherchons à organiser la libération de l'Occitanie de manière pragmatique, par étapes:

1° Conscientiser la population de l'Occitanie pour qu'elle retrouve son auto-estime et qu'elle accède à sa culture, librement et sans obstacle.

2° Obtenir une autonomie croissante pour nos régions occitanes et resserrer leurs liens grâce aux coopérations interrégionales et transfrontalières.

3° À partir de nos régions fédérées et autonomisées, fonder un État libre d'Occitanie, démocratique et décentralisé, qui sera un adhérent direct de l'Union Européenne.

4° Revenir à des espaces naturels de notre économie et de notre culture, comme l'Espace Occitano-Catalan, l'Arc Latin de la Méditerranée et l'Arc Atlantique.

Nous voulons accompagner cette libération d'**un projet complet de société**, dans les domaines politique, culturel, social et économique.

Ce mouvement, nous le voulons enraciné aussi dans un courant de pensée proche de nos convictions: progressiste, contre toutes sortes de discriminations, pour un développement respectueux de la Terre et de ses habitants.

2. L'ÉMERGENCE DE L'OCCITANIE EN EUROPE: UN ENJEU GÉOPOLITIQUE

Un grand mouvement d'histoire, aujourd'hui, est la **construction européenne**, la mondialisation et l'affaiblissement des États. Pour nous, la question stratégique est: comment émanciper l'Occitanie dans ce contexte?

L'émergence des régions et de l'Europe est une chance. L'Occitanie doit y trouver sa place en tant que confédération de régions, délivrées du centralisme français (héritier du bonapartisme), délivrées des frontières étatiques, ouvertes aux espaces voisins.

Première conséquence: l'anti-européisme n'a pas de sens. La question n'est pas d'être pour ou contre l'Europe. L'enjeu est de **démocratiser la construction européenne**, de lui donner un contenu social et culturel et d'y garantir la place des peuples minorisés.

Seconde conséquence: l'anti-indépendantisme n'a pas de sens non plus. **Quel est l'intérêt de vouloir rester dans les frontières des États français, italien et espagnol alors que les espaces s'ouvrent et se recomposent?** Et alors qu'aujourd'hui, 80 % des lois sont européennes? Quel est l'intérêt de garder des "relations forcées" avec Paris, Rome ou Madrid alors qu'une capitale européenne comme Barcelone est beaucoup plus proche et a beaucoup plus d'affinités avec l'espace occitan? Pourquoi sacraliser les frontières des États qui divisent l'Occitanie? Une Occitanie fédérale, libre et adhérente directe de l'Europe est une perspective de plus en plus avantageuse et imaginable pour notre pays.

Il faut associer le nom de l'Occitanie aux noms de **chacune de ses régions historiques**. Nous devons promouvoir la richesse de toute l'Occitanie, de Nice à Bordeaux et de Montluçon à Foix. Il ne s'agit pas d'un repli localiste, il s'agit d'assembler les fondations d'un patriotisme occitan.

Tout cela se conçoit en termes d'**échelons complémentaires de la démocratie**, du local vers le global: commune, "petit pays", région, Occitanie, Europe, Monde.

3. ÉTABLIR LA LANGUE ET LA CULTURE OCCITANES

Il n'y aura pas d'émancipation de l'Occitanie sans libération linguistique et culturelle. Nous nous basons sur les acquis scientifiques de la sociolinguistique pour proposer une *planification linguistique en faveur de la langue occitane*.

La promotion de la langue doit suivre une voie progressive et pacifique, **avec l'accord de la population** et en donnant à celle-ci l'envie de redécouvrir l'occitan. Cela ne peut pas se séparer d'une promotion valorisante de l'**expression culturelle en occitan**, à travers la musique, la littérature et les médias.

L'occitan a la vocation de devenir **le lien social entre les citoyens**, sans exclure l'usage d'autres langues. La **redynamisation de l'occitan** doit passer par une phase de bilinguisme avec les langues aujourd'hui dominantes (français, italien, espagnol), jusqu'à ce que l'occitan reprenne sa place de première langue de la société. Nous reconnaissons l'anglais comme langue des relations internationales. Nous voulons que les langues de l'immigration soient respectées, accessibles et enseignées dans leurs communautés d'origine. D'autre part, nous défendons les variétés linguistiques enclavées ou dispersées qui font partie de la richesse linguistique de l'Occitanie (royasque, monégasque, Petite Gavacherie, romani).

L'occitan ne peut pas survivre dans la société moderne sans normalisation: normalisation de la langue (standardisation) et normalisation de l'usage public de la langue (établissement).

Nous sommes partisans d'une **standardisation pragmatique de l'occitan**, avec des adaptations aux **grandes variétés régionales**, en cherchant leur convergence et en mettant en commun leurs ressources expressives: *provençal, niçois, vivaro-alpin, auvergnat, limousin, gascon et languedocien*. L'addition de ces variétés convergentes forme l'*occitan larg*.

Ainsi normalisé, l'occitan aura une forme adéquate et stable pour s'adapter à toutes les **fonctions de la société moderne**. Ceci est nécessaire pour enseigner et communiquer efficacement en occitan dans une société de 14 millions de citoyens. Dans les médias en particulier, l'occitan larg doit détenir un rôle essentiel pour faciliter la communication.

En adéquation avec cet objectif, notre mouvement traite l'occitan avec autant de déférence que lorsqu'on traite le français, l'italien et l'espagnol. Nous appliquons la norme classique de l'occitan, définie par le Conselh de la Lengua Occitana, et nous refusons les pratiques antinormistes et destabilisantes (tout en encourageant la norme classique, nous soutenons les initiatives de "paix graphique" avec des systèmes très différenciés qui supportent aussi l'expression en occitan, mais sans faire de concession aux groupes fanatiques).

L'occitan doit s'entendre et se voir dans nos discours et nos publications. Bien sûr, il est nécessaire de communiquer souvent en français, en italien ou en espagnol pour se faire comprendre de la population. Mais la visibilité de l'occitan reste un impératif qui permet aux gens de nous identifier clairement.

Ceci dit, la langue reste la propriété de toute la population, pas seulement des occitanistes.

En plus de l'enseignement de l'occitan, nous revendiquons une **décentralisation des programmes scolaires et des grands médias**, avec une

appropriation de ces domaines par les régions occitanes, un **enseignement de notre histoire** et une **promotion médiatique de la création en langue occitane**.

4. POUR UNE NOUVELLE CULTURE POLITIQUE

Les menaces contre la culture d'oc résident notamment dans les idéologies des États français, italien et espagnol.

Pour cela, notre premier adversaire est l'aliénation dont souffre la population occitane. Cette aliénation, profondément enracinée, nous croyons qu'il est possible de la combattre, mais avec des outils adaptés. En particulier, nous voulons mener une **grande offensive idéologique contre les pensées uniques des États**. Ainsi désirons-nous permettre aux populations occitanes d'assumer sereinement leur personnalité et leur futur.

a) *L'Occitània Granda* subit la politique de *l'État français*; celui-ci est une structure rigide dont l'idéologie enferme les citoyens dans un cadre de pensée bien défini. Il s'accompagne d'un appareil hyper-centralisé à Paris qui monopolise les grands médias, toute l'intelligentsia et les ressources créatives. Il formate ainsi les citoyens dans une pensée unique. Le manque d'engagement politique vient alors de la force de l'État français qui décourage toute initiative civique et qui conditionne les citoyens vers l'inertie: peu de gens sont politisés et syndiqués dans l'État français, en comparaison avec d'autres États.

- La confusion entre la "république" et la "nation" est une grande imposture intellectuelle de l'État français. En effet, la "république" est un mode de gouvernement qui peut s'appliquer de manière universelle, dans des pays divers et des cultures différentes. La "nation", au contraire, est une communauté humaine et culturelle liée à un territoire. L'imposture est de nous faire croire, à nous les Occitans, que si nous voulons adhérer aux valeurs de la "république", nous devrions adhérer aussi aux traits culturels de la "nation" française et en particulier à la langue française. Nous dénonçons cet amalgame et nous affirmons que les valeurs de la "république", en étant universelles, précisément, ne s'identifient à aucune nation ni à aucune langue en particulier. Nous autres Occitans sommes capables de **cultiver les valeurs d'une "république" avec notre propre culture occitane**, sans passer par l'appartenance obligatoire à la France et sans être obligés d'abandonner notre langue d'oc. La "république" peut prospérer dans la "nation" occitane.

- Nous proposons que les régions occitanes de l'État français adoptent **une politique régionale de plus en plus aut centrée**, qu'elles revendiquent plus d'autonomie et qu'elles se libèrent de la mentalité provinciale. Nous voulons **aider nos élites régionales** et nos élus à être fiers de leur culture. Les régions d'Occitanie doivent se concevoir comme **le cœur de l'Europe latine**, elles son fonctionnellement le nord-ouest de la Méditerranée, le sud-ouest de l'Europe et le cœur de l'arc Atlantique. Elles doivent cesser de se concevoir comme le "Midi", le "Sud" ou le "Centre" de la France, comme la "Province" ou comme un terrain de jeu exotique de la vie parisienne.

- Une réorganisation du territoire doit **renforcer l'échelon de la région** et supprimer l'échelon du département qui lui fait concurrence. Les limites administratives doivent être redessinées en respectant les critères culturels. Surtout,

aux cinq régions occitanes principales – Provence, Auvergne, Limousin, Aquitaine, Midi-Pyrénées, Languedoc –, nous proposons de rattacher les parties occitanes de Rhône-Alpes, de la région Centre et de Poitou-Charentes.

- Pour ces régions occitanes de l'Hexagone, nous revendiquons le **droit à l'autodétermination** et la possibilité qu'elles se fédèrent entre elles ainsi qu'avec les autres zones occitanes d'Europe: Vallées Occitanes, Val d'Aran et Monaco.

- Il est nécessaire de **refonder le système "républicain"** en sortant du système étatique français, lourd et centralisé, afin de libérer l'énergie civique des citoyens et leur niveau d'engagement politique et syndical. Dans une phase de transition avant l'indépendance, nous poussons à la fondation d'une VI^e République Française qui mijote et qui est près d'émerger. En outre, la république doit s'améliorer car elle en a grandement besoin. Ce qui n'est pas le cas dans le cadre de l'État national français, engourdi dans un bonapartisme qui fait fonctionner les grands "corps de l'État" d'une manière censément occulte et encore plus rigide que celle des préfets. La retombée culturelle en est le fétichisme, ritualisé et communautariste, de la langue française.

- Nous dénonçons le concept de l'"exception française". C'est un euphémisme qui masque le chauvinisme français et qui justifie plusieurs aberrations arriérées comme le centralisme ou la négation des minorités. Cela aboutit à faire de l'"Hexagone" un carcan idéologique et géographique qui étouffe les régions occitanes en les isolant du reste de l'Europe et du Monde.

- Nous démontons le discours français pervers qui confond "égalité" et "uniformité". C'est un prétexte fallacieux pour refuser des droits collectifs aux minorités. L'État français a là un grave retard démocratique par rapport aux États voisins. Nous affirmons au contraire que les minorités – comme les Occitans – ont besoin d'être reconnues et de recevoir des **droits collectifs** pour se protéger de la discrimination culturelle.

- L'exclusion ne réside pas dans la défense des minorités. Au contraire, le facteur d'exclusion est bien le centralisme français avec son refus de reconnaître les minorités et avec son échec dans l'intégration sociale des immigrés. Comme alternative, le patriotisme occitan est à la pointe de la **lutte contre toutes les exclusions** et est capable de créer un nouveau modèle de société, tolérante et intégratrice, avec une idéologie plus ouverte envers les différences culturelles.

b) *Les Vallées Occitanes, dans l'État italien*, bénéficient d'une loi de protection pour les minorités qui implique quelques mesures en faveur de l'occitan. Tout en étant positive, cette loi ne suffit pas, cependant, pour que notre langue retrouve toutes ses fonctions sociales en face de la domination de l'italien.

De plus, l'État italien écartèle les Vallées Occitanes entre les régions Piémont et Ligurie. Cela facilite la désorganisation des Vallées et leur désertification économique et démographique au profit de la plaine du Pô.

Nous revendiquons un **statut de région autonome pour les Vallées Occitanes** (identique à celui de la Sardaigne et du Trentin-Haut-Adige), avec l'officialité et la promotion complètes de la langue occitane, un développement économique autocentré, le droit à l'autodétermination et la possibilité de se fédérer plus facilement, ainsi, avec le reste de l'Occitanie.

c) *Le Val d'Aran*, inclus dans l'État espagnol et la région Catalogne, bénéficie d'une autonomie locale et de l'officialité de la langue occitane. Ces avancées positives doivent se poursuivre désormais vers davantage de gouvernement autonome. Nous proposons que le Val d'Aran devienne une **communauté autonome** à part entière (distincte de la Catalogne), que l'occitan y soit la principale langue officielle et qu'Aran obtienne le droit à l'autodétermination pour pouvoir se fédérer ensuite avec le reste de l'Occitanie. De même, le développement touristique du Val d'Aran ne doit plus se concevoir comme "la Petite Suisse Espagnole" mais comme la promotion authentique de la personnalité aranaise, avec toute sa dimension gasconne et occitane.

d) *La Principauté de Monaco* est le seul État indépendant d'Occitanie. La vocation de Monaco est de prendre conscience du rôle politique qu'il peut jouer dans l'émergence de l'Occitanie, en **se plaçant à la tête des intérêts du peuple d'oc**, en officialisant ses deux langues historiques – l'occitan niçois et le ligure monégasque – et en s'affirmant comme un nouveau modèle de développement social, écologique et économique.

Monaco, s'il le veut, peut devenir la **vitrine** et le **centre de gravité politique** de l'Occitanie future.

5. UN PROGRAMME D'UNION POPULAIRE

Notre coloration politique se définit de manière dynamique: que pouvons-nous faire? pour qui?

Étant donné que nous voulons émanciper un pays, nous devons proposer **un projet politique pour tous les Occitans**: ceux de gauche, ceux de droite, ceux du centre, les indécis et les apolitiques. Cependant, il est vrai que l'occitanisme politique a un héritage de gauche. Et la plupart des habitants de l'Occitanie votent à gauche depuis l'Époque Contemporaine, sauf pendant quelques périodes.

Nous devons insister sur un **programme progressiste et concret**, compréhensible et réalisable à moyen terme. Avec cela la question gauche/droite se résout: nous proposons un programme d'**union populaire**. Des thèmes prioritaires sont l'emploi, la sécurité, la justice sociale, le développement économique, l'environnement, la chasse, les régions, l'Europe: nous les traitons avec nos **valeurs de progrès...**

Nous partons d'un héritage historique de gauche mais nous sommes ouverts à toutes les sensibilités patriotiques occitanes allant de la gauche à la droite modérée. Nous refusons seulement dans notre mouvement les tendances antisociales (ultralibérales), ultraconservatrices, antidémocratiques (fascistes, staliniennes), racistes, sexistes et intégristes.

Nous considérons que la libération de l'Occitanie – le sauvetage d'un peuple menacé et de sa culture – est un objectif fondamentalement progressiste, une urgence absolue qui justifie l'union populaire. La divergence entre antilibéraux et libéraux est un sujet important mais moins prioritaire, qui devra se régler après l'indépendance.

6. POUR LA JUSTICE SOCIALE

Nous voulons atteindre **l'égalité des chances** dans toutes les catégories sociales en dynamisant et désenclavant les **zones urbaines** populaires, en revivifiant les **zones rurales**, en garantissant une **éducation** de qualité, un accès égal aux **soins** médicaux, à la sécurité sociale et à un **logement** équitable.

Dans le monde du travail, nous combattons les abus de pouvoir contre les **salariés** et nous revendiquons des droits syndicaux complets et égaux, quelle que soit la taille de l'entreprise. Nous voulons abolir les dispositions qui autorisent le travail précaire et les licenciements sauvages. Les **travailleurs indépendants** tels que les petits entrepreneurs, les commerçants, les paysans et les pêcheurs, de même, ont droit à des protections contre les abus fiscaux et bureaucratiques. Toutes les catégories socioprofessionnelles méritent un régime égal de protection sociale et de retraite.

Dans la défense des **consommateurs**, nous insistons sur les normes de qualité et de sécurité des produits, l'équité des contrats commerciaux et la protection contre l'endettement excessif.

Les citoyens ont droit à des **services publics de qualité**. Le service et le respect des citoyens doit devenir la valeur fondamentale de l'administration. Nous y associons les revendications des fonctionnaires pour travailler dans des conditions décentes et avec des moyens appropriés. Nous y associons aussi le combat contre les abus du pouvoir bureaucratique.

La **sécurité** est un droit social, elle demande une politique longue et audacieuse qui combine: — 1° la prévention sociale: égalité des chances, déghettoïsation. — 2° les moyens pour la maîtrise efficace de la délinquance: une police mieux équipée et mieux formée aux valeurs civiques, une justice plus rapide qui ait les moyens d'appliquer les peines immédiatement.

7. POUR L'ÉGALITÉ ET LA CONVIVANCE

Nous combattons la discrimination et la violence contre les femmes et les jeunes filles mineures: **nous défendons l'égalité entre les sexes pour les salaires et les promotions**, la protection face à la violence machiste, la liberté de choisir son mode de vie et la sécurité face aux pressions des environnements rétrogrades.

Nous défendons les **intérêts de la jeunesse** contre les mentalités patriarcales. Nous proposons de faciliter l'autonomisation et la responsabilisation des jeunes adultes dans la vie professionnelle, les études, le système de soins et le logement.

Nous n'admettons **aucune discrimination** contre les minorités. Les homosexuels doivent finir d'accéder aux mêmes droits que les hétérosexuels (droit à l'adoption et au mariage civil, protection contre l'homophobie). Les droits civiques des handicapés doivent être garantis avec des équipements qui aident à leur intégration complète. Les minorités culturelles ou "visibles" ont droit à la protection contre les discriminations racistes dans le travail, le logement et tous les lieux de sociabilité.

Les personnes issues de l'immigration, vivant en Occitanie depuis plusieurs années, participent de fait à la vie civique du peuple occitan: elles doivent pouvoir accéder à une citoyenneté complète et à la nationalité occitane. Les mesures de

naturalisation doivent inclure une initiation à la langue et à la culture occitanes: les immigrés ont le droit d'y accéder comme l'ensemble de la société.

8. POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

L'économie de l'Occitanie a des atouts remarquables que nous pouvons dynamiser grâce à l'autonomie et l'indépendance, en sortant peu à peu du centralisme. Nous demandons que les régions occitanes gèrent complètement **l'aménagement du territoire** et en particulier l'installation, le maintien ou la reconversion des grandes infrastructures économiques.

Nous proposons un aménagement du territoire qui recherche **l'équilibre** entre les régions urbaines et rurales et qui évite une spécialisation excessive, afin que les régions puissent s'adapter à l'évolution économique.

Nous accordons une grande importance aux **petites et moyennes entreprises** qui se préoccupent du développement régional et autocentré. Elles sont un contrepoids à certaines grandes entreprises qui s'avèrent imprévisibles à cause de la mondialisation et qui ne se préoccupent guère du développement de leur environnement immédiat (délocalisations, licenciements sauvages).

De même, nous encourageons les systèmes d'**investissement et d'épargne régionaux** afin de fixer les richesses au pays.

Les **entreprises** ont besoin de se développer en Occitanie sans obstacles bureaucratiques. Il est nécessaire d'alléger les procédures administratives, par exemple lorsqu'il s'agit de créer une entreprise ou d'embaucher des salariés, tout en garantissant un haut niveau de protection sociale et environnementale.

Nous voulons développer un réseau de **transports** écologiques, modernes et décentralisés qui relient les régions occitanes et garantissent l'équilibre interne du territoire. Il faut arrêter les réseaux et les tarifs qui déstructurent nos régions et qui privilégient des liaisons quasi-exclusives avec des centres extérieurs comme Paris, Lyon ou Turin. Les régions occitanes doivent gérer les transports en fonction d'un développement autocentré (infrastructures aériennes, ferroviaires, routières, autoroutières et portuaires). Nous demandons que les biens des compagnies d'État centralisées (comme la SNCF) passent à la propriété régionale occitane.

L'investissement dans l'enseignement et la recherche est une mesure de justice sociale, c'est aussi une garantie d'innovation et de développement économique pour l'Occitanie. Les États français, italien et espagnol sont incapables de maintenir des moyens satisfaisants dans ce domaine stratégique. Nous désirons garantir une formation de qualité de la maternelle à l'université, adaptée aux besoins sociaux, économiques et scientifiques. Les chercheurs, les techniciens de haut niveau et les créateurs, en particulier, ont droit à des moyens décents qui leur donnent envie de travailler en Occitanie. Notre potentiel intellectuel est un capital précieux. Nous voulons arrêter à tout prix la "fuite des cerveaux" hors d'Occitanie.

Ces mesures, aussi, veulent **fixer les jeunes au pays et y relancer l'activité**, notamment dans les régions menacées de désertification comme le Massif Central et diverses zones de montagne.

9. POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'environnement est aussi une affaire de démocratie régionale. Le **développement durable** ne peut réussir qu'avec un pouvoir régional fort et proche des besoins locaux.

La grande majorité de la population occitane vit dans **l'environnement urbain**. Nous le voulons convivial et agréable pour tous, avec des espaces verts, des transports, des commerces et des équipements égaux, sans discrimination entre les quartiers et les classes sociales. La réhabilitation de l'habitat populaire, en dialoguant avec les habitants, est une priorité.

Les **équipements** spectaculaires doivent être décidés avec l'accord des régions concernées, en concertation avec les citoyens et en étudiant leur **impact écologique** de manière sérieuse et transparente. Nous soutenons les équipements maîtrisés qui participent à la valorisation du pays comme les grands ports, l'aérospatiale, le viaduc de Millau ou le Canal des Deux Mers ("Canal du Midi"). Par contre nous proposons de modifier, de contrôler ou de supprimer les installations qui saccagent l'environnement, comme les mines d'uranium du Limousin, les industries lourdes de Fos et de l'étang de Berre, les tracés du TGV ou le tunnel du Somport.

Nous préconisons le développement des **énergies propres** et la sortie progressive de la fission nucléaire, ainsi que la réduction de toutes les émissions polluantes.

La **biodiversité** est essentielle. Seul un pouvoir occitan peut garantir la protection, par exemple, des ours des Pyrénées, le retour des loups dans les Alpes en concertation avec les bergers, l'équilibre des espèces littorales et maritimes ou bien la forêt méditerranéenne.

Nous soutenons un dialogue constructif entre **les écologistes et les chasseurs**. Il est possible de concilier une chasse populaire et civique avec une écologie exigeante et proche de la culture rurale.

Les **risques naturels**, comme les inondations, les feux de forêt et les tremblements de terre, nécessitent d'être gérés par un pouvoir occitan qui connaisse bien les réalités locales et qui ait les moyens d'intervenir immédiatement pour protéger les populations. Les constructions, notamment, doivent être organisées en fonction des risques locaux connus.

10. DES MOYENS ET UNE STRATÉGIE POUR RÉUSSIR

L'occitanisme politique, en une cinquantaine d'années, n'a jamais réussi à sortir du ghetto. Cette situation est due à des problèmes d'organisation internes au mouvement (manque d'unité, parfois amateurisme...) ainsi qu'au cadre centraliste et bureaucratique de l'État français qui ne favorise pas la montée de revendications contraires. La centralisation de la propagande d'État, par tous les canaux possibles, joue dans ce phénomène.

Le manque d'engagement politique de la population occitane doit nous pousser à trouver d'autres voies de militantisme. Les nombreux exemples d'organisations qui ont réussi à se faire connaître et à participer à la vie publique montrent que nous avons besoin de **structures plus professionnelles, plus sérieuses, plus rigoureuses**. Tout en comptant sur l'action et l'engagement, nous voulons construire un mouvement médiatique et professionnalisé.

Nous cherchons surtout à éviter les défauts suivants de l'occitanisme traditionnel:

- La perte de temps dans les querelles internes.
- La dépense excessive d'énergie pour aider d'autres minorités dans le Monde: la solidarité internationale est importante, mais une organisation politique occitane doit mettre en place, tout d'abord, une politique pour notre pays.
- La résignation, le minimalisme et l'autocensure... Un occitanisme décaféiné, où la question occitane est présentée de manière trop discrète, en fin de programme, ne se remarque pas dans l'opinion publique.
- L'hyperthéorisation d'une Occitanie idéale, éloignée des réalités quotidiennes et des préoccupations populaires.
- La protestation facile, sans que l'on propose le moindre programme concret.
- Le populisme simpliste, misérabiliste et anti-intellectuel. Pour avancer, il ne suffit pas de s'écrier, nous avons besoin d'analyses, d'une mentalité positive, d'une stratégie et d'une connexion permanente avec le mouvement social et historique.
- Le refus de penser une implantation et une organisation panoccitanes.

Par contre, nous revendiquons avec fierté les **acquis positifs** de l'occitanisme politique. Et notamment:

- Le courage patriotique et l'humanisme de **Francés Fontan**.
- L'analyse sociale, historique et géopolitique de **Robèrt Lafont**.

Le but d'Iniciativa Per Occitània est de constituer un mouvement de libération nationale avec les caractéristiques suivantes:

- Nous fonctionnons comme un **laboratoire**, un "think tank", qui prépare une **nouvelle culture politique** dans la société. Nous visons une analyse rigoureuse de la situation de l'Occitanie afin de démonter le mécanisme de subordination – qui nous maintient dans notre condition de minorisés – et afin de donner aux Occitans l'auto-estime et la volonté de décider de leur futur.
- Nous avons l'ambition d'être un mouvement d'**action civique**, avec une présence sur le **terrain social**, au milieu des préoccupations quotidiennes des Occitans. Cette perspective demande que les militants d'Iniciativa soient formés et organisés dans une structure solide, avec une stratégie de **visibilité**, de médiatisation et d'impact social. Notre action respecte les principes de non-agressivité et encourage les techniques de communication.
- Nous sommes un **mouvement d'action culturelle et scientifique**. Pour dynamiser la culture d'oc, nous soutenons la **créativité**, l'ambition, la recherche de qualité et l'évolution permanente. Nous allions l'innovation, la fierté des traditions et l'ouverture aux autres cultures. Nous vulgarisons les **connaissances** de base sur l'Occitanie: la langue occitane et les conditions de son établissement, les régions, les emblèmes nationaux et régionaux, la culture, l'histoire, les grands personnages, la géographie, l'environnement, l'économie, la sociologie... Nous faisons ce travail dans la rigueur: nous voulons entretenir la fierté culturelle des Occitans, mais tout en dénonçant les mythes et les crispations identitaires.

- Nous avons l'ambition de réveiller un débat public, démocratique et respectueux des opinions diverses qui s'insèrent dans le respect minimal des droits de l'homme et dans des perspectives de progrès pour l'Humanité.

- Nous désirons susciter **l'émergence d'un parti politique** qui défende les intérêts du peuple occitan aux élections, dans les collectivités locales et aux autres niveaux de responsabilité publique. Ce parti pourra naître à partir d'Iniciativa Per Occitània ou bien par l'agrégation de divers mouvements.

- **L'implantation** d'Iniciativa Per Occitània n'a aucune limitation. L'implantation géographique vise tous les territoires de langue occitane, du Bourbonnais au Val d'Aran et de la Gascogne aux Vallées Alpines. Elle vise aussi les communautés d'émigrés occitans qui vivent en dehors du pays. L'implantation sociale vise toutes les catégories socioprofessionnelles, tous les âges et toutes les communautés culturelles présentes dans le pays.

L'adhésion à Iniciativa Per Occitània implique l'accord avec les principes de ce manifeste ainsi qu'une attitude fraternelle, volontaire et constructive, selon la devise "Sempre endavant!" ("Toujours en avant!").

Le 14 septembre 2005